

NOS ENGAGEMENTS

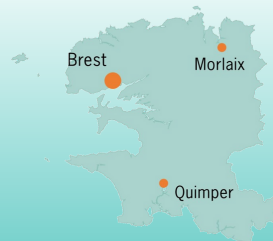
CONFIDENTIEL
GRATUIT
NEUTRE

Le CIDFF du Finistère exerce une mission d'intérêt général confiée par l'État dont les objectifs sont de :

- = Favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes
- = Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes
- = Lutter contre les violences sexistes et sexuelles

Ci=DIFF
Centre d'information
sur les droits des femmes
et des familles
Finistère

**Accueillir
Informé
Accompagner**



Le réflexe égalité
www.infofemmes.com

CIDFF du Finistère

5 rue Cronstadt
29200 BREST
(Accès PMR : 355 rue Julien de Gravière)
02 98 44 97 47
contact@cidff29.fr
Site : <http://finistere.cidff.info/>



Nos services



L'accueil et l'écoute - tout public
Diagnostic, orientation, accompagnement.



Information juridique - tout public
Droit de la famille : unions, séparation, mariage, divorce, garde d'enfants, succession, etc.



Insertion professionnelle et sociale - public féminin
Accompagnement de manière individuelle et en collectif pour favoriser le retour à l'emploi, notamment en travaillant sur la levée des freins.



Soutien psychologique pour toute personne victime de toutes formes de violences : psychologique, physique, économique, etc.



Un dispositif « Simone Veil » dédié aux femmes victimes de violences
Des accueils dans des espaces spécifiquement dédiés.



Sensibilisation aux Violences Intra Familiales/ Violences Sexistes et Sexuelles à destination des professionnel.le.s, élu.e.s, entreprises.

CIDFF du Finistère
Association départementale loi 1901
membre du réseau national des CIDFF

Le CIDFF du Finistère adhère à la FNCIDFF – Fédération Nationale des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles – et est membre du réseau national des 103 CIDFF.

Le CIDFF du Finistère est membre de la Fédération Régionale qui assure la coordination des CIDFF de la région.



Renforcement de la cohésion sociale

Le CIDFF du Finistère conduit son activité avec un large partenariat associatif et institutionnel local – services déconcentrés de l'État (dont la Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité, Ministère de la Justice, Ministère de l'Intérieur), collectivités locales, Caisses d'allocations familiales, acteurs de l'emploi, associations, etc.